

## Revue de presse du 15 au 30 septembre 2020

### Europe

- Union européenne
- Italie
- Grèce
- Espagne
- Roumanie

### Afrique

- Niger

## Europe

### *Union européenne*

- Franceinfo, [« Union européenne : ce qu'il faut retenir du pacte sur la migration et l'asile présenté par Ursula von der Leyen »](#), le 23 septembre 2020.
- L'Express, [« Union européenne : ce que contient le nouveau « Pacte migratoire » »](#), le 23 septembre 2020.

Le nouveau pacte sur les migrations et l'asile a été présenté au Parlement européen à Bruxelles, le 23 septembre, par la présidente de la Commission européenne. Diverses mesures ont été annoncées sur le droit d'asile, la gestion des frontières, les mécanismes de répartition entre États européens et le renvoi des exilé·e·s vers leurs pays d'origine. Faussement novatrice cette proposition reste dans la continuité des politiques européennes répressives et sécuritaires des 20 dernières années : renforcement des mesures d'externalisation et de tri ; maintien de l'approche "hotspot" et de la détention des personnes aux frontières sans qu'aucune tentative de réelle protection (physique ou juridique) des exilé·e·s ne soit prévue.

### *Italie*

- La Libre.be, [« Le bateau de sauvetage Sea-Watch 4 immobilisé par l'Italie : « Une manœuvre systématique pour empêcher les opérations » »](#), le 20 septembre 2020.
- Atalayar, [« Les autorités portuaires italiennes bloquent le Sea-Watch 4 dans le port de Palermo »](#), le 20 septembre 2020.

Le navire de sauvetage *Sea-Watch 4* (exploité par Médecins sans frontières et l'ONG allemande Sea-Watch) est immobilisé dans le port de Palerme depuis le 20 septembre. À la suite d'une inspection réalisée par les autorités portuaires, le *Sea-Watch 4* a été jugé « inapte à reprendre la mer » : son système sanitaire serait « inadapté » au regard du nombre de personnes pouvant être secourues à son bord. Selon Médecins sans frontières, c'est le cinquième navire d'ONG immobilisé et privé d'intervention depuis mai. Les autorités italiennes usent d'arguments fallacieux pour délégitimer et criminaliser les ONG de sauvetage en Méditerranée, et cherchent à faire cesser leurs opérations, alors que ces navires ne font que compenser l'inaction des États pour secourir les personnes en détresse en mer.

### *Grèce*

- France 24, [« En Grèce, 9 000 demandeurs d'asile ont déjà rejoint le nouveau « camp provisoire » de Lesbos »](#), le 19 septembre 2020.
- Le Monde, [« Sur l'île grecque de Lesbos, la majorité des migrants installés dans un nouveau camp »](#), le 19 septembre 2020.
- Infomigrants, [« À Lesbos, dans le nouveau camp, le quotidien s'organise difficilement, sans eau ni électricité »](#), le 25 septembre 2020.

Près de 13 000 personnes migrantes, qui dormaient dans la rue depuis l'incendie du hotspot de Moria sur l'île de Lesbos, dans la nuit du 8 au 9 septembre, ont été forcées par la police grecque de rejoindre un nouveau camp. Par peur des conditions de vie et de l'impossibilité d'aller et venir, de nombreux exilé·e·s ont refusé de s'y rendre. D'après les autorités grecques, environ 9 000 personnes auraient été transférées dans ce nouveau camp, censé être temporaire mais où les infrastructures sanitaires et la nourriture manquent déjà. Selon Infomigrants, les commerces proches du camp ont été rouverts et les exilé·e·s peuvent accéder au centre-ville de Mytilène (chef-lieu de l'île). Les conditions actuelles de vie et notamment le manque de nourriture, de soins et d'infrastructures sanitaires font craindre que ce nouveau camp ne devienne une réplique de celui de Moria. La construction de ces nouvelles infrastructures s'inscrit dans la continuité d'une volonté de fixation et non d'évacuation des exilé·e·s. L'objectif est en fait de contrôler les personnes migrantes pour limiter leurs déplacements. Rappelons que les personnes sont confinées dans les camps implantés sur les îles grecques depuis mars dernier - alors même que le confinement généralisé du pays a été levé – et que de nouveaux dispositifs de rétention sont actuellement en construction sur les îles égéennes de Chios, Samos et Lesbos. Néanmoins les autorités grecques affirment que la moitié des personnes migrantes devrait être déplacée vers le continent avant Noël.

- Le Figaro International, [« Grèce : un incendie dans le camp de migrants sur l'île de Samos « sous contrôle » »](#), le 20 septembre 2020.

Peu après Moria, c'est une partie du camp de l'île de Samos qui a été détruit par un incendie. Des conteneurs où des exilé·e·s étaient hébergés ont brûlé. Ce camp compte 6 000 personnes pour une capacité de 650 places. Les conditions de vie y sont plus que difficiles en raison de la surpopulation et du manque d'infrastructures.

- La Minute.info, [« Les migrants accusent la Grèce de les repousser, de les abandonner en mer »](#), le 26 septembre 2020.

Plusieurs témoignages font état du refoulement d'embarcations de personnes migrantes depuis la Grèce vers la Turquie. Des exilé·e·s, dans un premier temps secouru·e·s par les garde-côtes grecs, seraient régulièrement renvoyé·e·s à bord d'embarcations et refoulé·e·s en mer. Certains témoignages dénoncent aussi des vols (notamment d'argent et de téléphones) commis par la police grecque. L'ONG norvégienne Aegean Boat Report, qui documente les arrivées et les violations de droits en mer Égée, affirme avoir compilé une cinquantaine de refoulements similaires depuis la Grèce vers la Turquie. Ces pratiques ont déjà fait l'objet de dénonciations, notamment par Humans Rights Watch<sup>1</sup> en 2018.

---

<sup>1</sup> <https://www.hrw.org/news/2018/12/18/greece-violent-pushbacks-turkey-border>

## *Espagne*

- RFI, [« Archipel des Canaries : un afflux de migrants inédit depuis 10 ans »](#), le 22 septembre 2020.
- Infomigrants, [« Augmentation des arrivées aux Canaries : « sécuriser les côtes ne résout pas le problème, les passeurs s'adaptent »](#), le 24 septembre 2020.

Les renforcements sécuritaires, provoqués par la politique d'externalisation des frontières de l'UE au travers de la conclusion d'accords formels ou informels, directs ou indirects (notamment avec la Libye), engendrent des modifications des itinéraires migratoires. Les exilé·e·s empruntent de nouveau<sup>2</sup> la route menant aux îles Canaries, où environ 5 000 personnes sont arrivées depuis le début de l'année 2020. Cette traversée est plus dangereuse (à cause du passage par l'océan Atlantique) et plus longue (jusqu'à 10 jours pour les personnes partant du Sénégal, de Gambie ou de Mauritanie) que la route transméditerranéenne. Preuve de l'importance de cet itinéraire, l'Espagne finance la sécurisation des frontières de la Mauritanie et du Maroc (selon Infomigrants en 2019, les deux pays ont respectivement reçu 10 et 35 millions d'euros). Les routes empruntées évoluent et s'adaptent au contexte sécuritaire.

## *Roumanie*

- News24, [« Fouets, bâtons et matraques : la police des frontières roumaine accusée de violences contre les migrants »](#), le 22 septembre 2020.

Avec le durcissement des contrôles aux frontières hongroises et croates les exilé·e·s cherchent à emprunter de nouvelles routes dans les Balkans. Nombre d'entre eux/elles décident de passer par la Serbie pour entrer en Roumanie. À cette frontière de multiples témoignages font état d'actes de violences perpétrés par les garde-frontières roumains. Des refoulements vers la frontière serbe sont pratiqués, visant à empêcher les exilé·e·s de formuler leurs demandes d'asile en Roumanie et donc dans l'Union européenne.

## **Afrique**

### *Niger*

- ActuNiger, [« Gestion des frontières : grâce au soutien des États-Unis, l'OIM offre un nouveau QG moderne à la DST »](#), le 15 septembre 2020.

La Direction de la Surveillance du Territoire (DST) (équivalent nigérien de la police aux frontières) a bénéficié de fonds américains débloqués pour lutter contre le trafic de drogue (2,9 millions de dollars). L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a directement supervisé la construction d'un nouveau centre de commandement pour renforcer les capacités opérationnelles de la DST. Cet investissement, justifié par des raisons sécuritaires (lutte contre le terrorisme et les trafics), vise surtout à renforcer les contrôles frontaliers pour endiguer les mouvements migratoires. La nouvelle infrastructure de la DST est dotée de différentes

---

<sup>2</sup> Comme ce fut le cas en 2015.

technologies de contrôle telles que le Système d'Information sur la Gestion des Frontières (BMIS) ; le Système d'Information et d'Analyse des flux Migratoires (MIDAS) et le Système Sécurisé de Comparaison et d'Evaluation de l'Identification Personnelle (PISCES). Cette dotation en équipement est dans la continuité de la politique européenne d'externalisation des frontières. En effet, limitrophe de sept États africains le Niger est considéré par l'UE comme un pays de transit important pour les mouvements migratoires de la sous-région supposés être à destination de l'Europe<sup>3</sup>. L'UE finance plusieurs projets visant à soutenir la « gouvernance », autrement dit : la sécurité intérieure, la gestion des frontières et la lutte contre les migrations.

---

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO\\_17\\_5234](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO_17_5234)